



A56/3

**ALLOCUTION  
DU DR GRO HARLEM BRUNDTLAND,  
DIRECTEUR GÉNÉRAL,  
À LA  
CINQUANTE-SIXIÈME ASSEMBLÉE  
MONDIALE DE LA SANTÉ**

**GENÈVE  
LUNDI 19 MAI 2003**

**ALLOCUTION  
DU DR GRO HARLEM BRUNDTLAND,  
DIRECTEUR GÉNÉRAL,  
À LA  
CINQUANTE-SIXIÈME ASSEMBLÉE  
MONDIALE DE LA SANTÉ**

**GENÈVE, LUNDI 19 MAI 2003**

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Ministres, Mesdames et Messieurs les délégués, Mesdames et Messieurs,

A l'heure où nous nous réunissons, nous sommes engagés dans la lutte contre le SRAS, à l'origine de la première épidémie d'une maladie nouvelle au XXI<sup>e</sup> siècle.

La dernière maladie nouvelle importante apparue au XX<sup>e</sup> siècle, le VIH/SIDA, est toujours très présente, et continue de tuer et de faire des ravages dans les communautés.

Dans le courant de la semaine, nous allons franchir une étape décisive pour contrer ce qui pourrait être, sans une intervention, l'une des principales causes de décès pour nos petits-enfants : le tabagisme.

Ce sont là trois menaces pour la santé, que nous combattons toutes grâce aux progrès des connaissances scientifiques mais aussi aux compétences et au dévouement de tous les professionnels de santé.

Dans cette lutte, nous nous venons en aide les uns aux autres.

La solidarité internationale pour la santé était déjà présente à l'esprit des fondateurs de l'Organisation mondiale de la Santé il y a 55 ans.

Mais il n'a jamais été plus évident qu'aujourd'hui que notre sécurité sanitaire à venir dépend de la coopération entre pays et entre institutions, c'est-à-dire par une mise en commun de l'information, des compétences et des ressources. Aucun de nos Membres ne devrait se sentir seul.

Notre riposte actuelle face au SRAS exige le meilleur de nous-mêmes, ce vers quoi nous devrions tendre en permanence. En agissant rapidement, nous sommes en train de sauver des vies. En élaborant des principes directeurs actualisés au plus près, nous réduisons les risques de propagation.

En privilégiant la surveillance et l'action, nous contribuons à renforcer le système. Et en travaillant en étroite collaboration avec les grands instituts de recherche de par le monde, nous faisons progresser la connaissance scientifique du SRAS en un temps record.

Nous pouvons d'ores et déjà tirer certains enseignements de cette épidémie.

- Nous devons avoir accès à l'information sur les flambées de maladies dès qu'elles surviennent.
- Nous devons communiquer cette information au niveau mondial plus rapidement encore que les moyens de transport modernes. Depuis que nous avons publié notre alerte mondiale à la mi-mars, la maladie s'est encore propagée à de nombreux pays. Ils ont tous bénéficié de notre capacité à endiguer et faire cesser les flambées. Nous devons faire en sorte que cela continue, afin que le SRAS ne devienne pas une charge pour les pays les moins bien lotis.
- Nous devons mettre en commun les stratégies efficaces pour endiguer la maladie et savoir quelles sont en revanche les mesures inutiles.
- Nous devons vérifier que les mesures de lutte sont correctement appliquées par les pays touchés.

Au cours des dernières semaines, la coopération scientifique entre pays et institutions face à la menace constituée par le SRAS a été exemplaire et stimulante. Le Siège de l'OMS, les Régions et les pays touchés ont été en

rapport quotidiennement pour faire face à l'urgence avec les experts. Les réseaux de cliniciens, d'épidémiologistes, de virologistes mais aussi d'hommes politiques ont également joué leur rôle.

Nous devons rester vigilants. La bataille n'est pas encore gagnée. Notre stratégie consiste à faire tout ce qui est possible pour faire échec au SRAS. Nous ne devons pas nous résigner à l'accepter comme une maladie de plus.

Monsieur le Président,

La mondialisation de la maladie et des menaces pour la santé a pour corollaire la mondialisation de la lutte contre celles-ci.

Le SRAS a été un signal d'alerte. Mais les enseignements que nous avons tirés de cette expérience iront bien au-delà de la lutte contre cette menace pour la santé publique.

Nous pouvons nous estimer satisfaits d'avoir commencé à mettre en place un bon réseau de surveillance mondiale, mais nous devons nous attacher beaucoup plus activement encore à rendre cette surveillance véritablement efficace.

Une surveillance efficace et une action rapide permettent de sauver des vies, de protéger l'économie et constituent un pilier essentiel de la sécurité tant nationale qu'internationale. N'est-ce pas là l'exemple le plus éclatant du lien entre santé et développement économique que nous nous sommes employés avec autant d'acharnement à démontrer ces dernières années ?

Nous ne pouvons plus nous en remettre uniquement aux efforts nationaux pour mettre en oeuvre le système mondial amplifié d'alerte et d'action dont le monde a aujourd'hui besoin. Il faut en effet mettre en place des moyens épidémiologiques et de laboratoire de base dans les pays, mettre en place un réseau de laboratoires régionaux et un solide réseau mondial et lutter efficacement contre l'infection à l'hôpital.

J'ai déjà proposé certains changements immédiats à notre budget. Le Directeur général désigné abordera ces questions dans le courant de la semaine.

Les événements des semaines écoulées nous poussent également à réexaminer de très près les instruments du droit national et international. Sont-ils adaptés à notre monde en rapide évolution ?

La révision du Règlement sanitaire international est bien entendu une priorité absolue. Mais de nombreuses questions se posent. Quelles doivent être les obligations légales d'Etats souverains en ce qui concerne la notification d'informations sanitaires sensibles ? Comment concilier au mieux les obligations en matière de droits de l'homme et la nécessité de restreindre la liberté individuelle pour éviter la propagation d'une maladie ? Comment les pays doivent-ils réglementer l'immigration de façon à protéger la santé publique ?

Monsieur le Président,

Nous devons susciter à la fois la confiance et la solidarité.

Si nous pouvons nous unir contre le SRAS, nul doute que nous pouvons parvenir aussi à venir à bout d'autres fléaux et à mieux faire comprendre en quoi la santé est essentielle au développement.

Le Fonds mondial de lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme est une expression de solidarité importante. Mais pour qu'il réussisse, il faudra que les bailleurs de fonds concrétisent leurs engagements, et cela non pas une fois pour toutes mais de façon régulière et fiable.

Si la confiance n'est pas là, les positions peuvent facilement se radicaliser. L'impasse dans laquelle se trouvent les discussions de l'OMC sur la Déclaration de Doha ne profite ni à la cause de la santé, ni à celle du commerce, ni à celle des droits de propriété intellectuelle.

L'impasse dans des négociations cruciales laisse libre cours à des problèmes qui nous préoccupent au plus haut point. Ces problèmes sont préjudiciables pour l'économie mondiale. L'absence de volonté politique sape l'action des institutions concernées. Bâter la confiance, forger un sentiment de solidarité – la solution politique passe par là.

Nous avons beaucoup progressé dans la réduction du prix de certains médicaments salvateurs, les ramenant à un niveau qui permet aux pauvres des pays les plus pauvres de se faire soigner, comme c'est leur droit. Nous devons aller beaucoup plus loin encore et nous devons rallier d'autres partenaires à notre cause. Mais la recherche de prix plus équitables ne peut être entreprise par une voie unique. Elle nécessite une action sur de multiples fronts faisant appel à de nombreux partenaires. Nous devons jeter des ponts, avec les pays et avec la société civile, afin d'apporter un réel changement.

Dans notre lutte contre la maladie, nous ne disposons pas de tous les outils dont nous avons besoin. L'innovation et la protection de la propriété intellectuelle sont étroitement liées. Il est essentiel de veiller à ce que les régimes de brevets encouragent la recherche et n'entravent pas la coopération scientifique internationale – qu'il s'agisse du SRAS ou de toute autre menace pour la santé.

Monsieur le Président,

Les enfants devraient partout être en bonne santé. L'OMS ne peut à elle seule modifier l'environnement dans lequel vivent, apprennent et jouent nos enfants. Mais elle le peut en s'alliant à d'autres. Le thème de la Journée mondiale de la Santé de cette année, un environnement sain pour les enfants, et l'Alliance qui guidera l'action internationale jetteront les bases de cette action.

Nous ne pouvons pas laisser reculer les taux de vaccination. Il faut en permanence introduire de nouveaux vaccins. L'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination nous montre l'exemple en vaccinant trois millions d'enfants jusque-là non protégés.

En ce qui concerne l'éradication de la poliomyélite, il ne nous reste plus que quelques mètres à franchir.

Rien ne sera plus utile à nos enfants et aux générations futures que l'adoption de la convention-cadre pour la lutte antitabac par cette Assemblée de la Santé. Restera ensuite à veiller à ce qu'elle entre en vigueur le plus tôt possible.

Quel effort considérable cette convention nous aura-t-elle demandé à tous, société civile, gouvernements, personnel de l'OMS !

Permettez-moi de rendre hommage aux deux Présidents du processus de négociation, M. Celso Amorim, Ministre des Affaires étrangères, et M. Luiz Felipe de Seixas Corrêa, Ambassadeur du Brésil. Permettez-moi aussi de remercier tous les négociateurs qui ont su faire régner un véritable esprit de respect mutuel et de compréhension malgré de longues heures de travail.

J'aimerais également aujourd'hui rendre hommage à mon pays, la Norvège, qui a été parmi les pionniers. En effet, l'interdiction de la publicité en faveur du tabac y était déjà en vigueur il y a 30 ans, avant que moi-même je n'abandonne la santé publique pour l'action politique et l'action en faveur de l'environnement.

Le mercredi 21 mai 2003 devrait être une journée historique, et nous pouvons tous être fiers d'y avoir contribué. Des milliards de personnes au cours des générations à venir se porteront mieux et vivront plus longtemps, en menant une vie plus productive grâce à cet effort que nous avons réalisé ensemble.

Monsieur le Président,

Les dirigeants des pays représentés ici se sont engagés en faveur d'un ensemble d'objectifs dans la Déclaration du Millénaire. Trois des huit objectifs, huit des 18 cibles et 18 des 48 indicateurs sont liés à la santé. La santé, une fois encore, est au coeur du développement. Ces objectifs continueront d'orienter notre action collective.

Il ne s'agit pas simplement d'une nouvelle série d'objectifs qu'il est demandé aux pays en développement d'atteindre. Les buts sont l'expression d'un accord, d'un pacte : des cibles d'un côté, les conditions nécessaires pour les atteindre de l'autre. Les pays développés ont également des responsabilités à assumer.

Considérons les cibles et les indicateurs un peu comme un jalon, comme une façon de suivre les progrès. Ils vont à l'essentiel. Réduire la morbidité,

c'est ce qui compte. Cela revient à s'attaquer sérieusement aux déterminants de la maladie, aux questions liées à la santé génésique, aux maladies non transmissibles, aux traumatismes et à la violence. C'est ainsi que l'on réduira la pauvreté.

Les objectifs de développement de la Déclaration du Millénaire sont axés, à juste titre, sur les résultats. Mais nous savons que des systèmes de santé nationaux disposant de ressources suffisantes sont essentiels à l'obtention de ces résultats.

Alma-Ata, c'était il y a 25 ans, mais le message de l'équité et des soins de santé primaires est toujours d'actualité aujourd'hui.

Nous comprenons beaucoup mieux le fonctionnement des systèmes de santé. Mais de nombreuses questions restent encore en suspens dans ce domaine.

Les pays sollicitent des avis quant aux avantages et aux inconvénients des différentes conceptions du système de santé et son financement. Faute d'accorder davantage d'attention à la question des ressources humaines, de nombreux pays n'obtiendront pas les résultats visés, même s'ils disposent de crédits suffisants.

Les pays veulent savoir quel doit être le rôle de l'Etat dans l'administration générale du système de santé selon leur situation nationale. Or, le plus souvent, il n'existe pas de réponse simple à cette question. Ce qu'il faut aux pays, ce sont des données factuelles et des conseils sous une forme qui les aide à faire des choix dans un environnement politique et institutionnel complexe.

La communauté internationale dans son ensemble a un intérêt vital à ce que se multiplient les systèmes de santé équitables dans les pays les plus pauvres. Nous ne disposons pas d'un fonds mondial pour les systèmes de santé et devons donc trouver une solution pour concilier l'action nationale et le financement international. Je considère que c'est à l'heure actuelle l'enjeu le plus important – pouvoir disposer d'un système de santé publique suffisamment solide pour faire face aux nouvelles menaces dès qu'elles se

présentent, tout en intervenant efficacement contre les maladies existantes : voilà qui aidera à faire sortir les pauvres de la pauvreté.

Monsieur le Président,

Il est essentiel que les pays s'unissent pour relever le défi de la reconstruction des systèmes de santé dans les pays touchés par la guerre, faire face aux épidémies, au drame du SIDA et aux problèmes de santé mentale, et protéger les femmes et les enfants.

La guerre et la reconstruction en Iraq, l'épidémie de SRAS, le VIH/SIDA en Afrique australe sont autant d'exemples qui illustrent l'importance de l'action de l'OMS dans les pays. Nous avons besoin d'une présence beaucoup plus forte de l'OMS dans les pays, et d'être mieux armés pour renforcer les capacités nationales en matière de santé.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les délégués,

Il n'y aura pas de développement durable, ni de sécurité internationale, si nous ne nous attaquons pas aux maladies qui entretiennent la pauvreté et sont entretenues par la pauvreté.

La santé est essentielle pour le développement.

Les pauvres continueront d'être désavantagés et privés d'une liberté fondamentale tant que les gouvernements ne considéreront pas la santé comme un droit fondamental.

Nous savons tous que des pressions concurrentes s'exercent sur les ressources publiques aussi bien pour les gouvernements nationaux que pour les donateurs. Nous sommes associés à un vaste mouvement en faveur du développement où de nombreux secteurs ont un rôle à jouer.

Mais la part de la santé dans les dépenses nationales est bien trop faible dans de trop nombreux pays. L'heure n'est plus au choix : nous devons absolument accroître cette part.

Je demande à tous les chefs de gouvernement et aux ministres des finances d'examiner les données que nous avons accumulées ces cinq dernières années, en particulier grâce à la Commission Macroéconomie et Santé.

N'oublions jamais qu'il ne s'agit pas seulement de budgets. Comme je l'ai déclaré l'an passé, chaque jour, chaque heure, chaque minute, un être humain souffre et s'achemine vers une mort précoce. La tragédie est le lot de nombreuses familles.

Nous sommes tributaires d'une plus grande solidarité et d'une mobilisation mondiale accrue pour instaurer un développement qui place l'homme au premier plan. Comme vous le savez, dans tous les domaines que je viens d'évoquer, l'OMS ne travaille pas isolément.

Posons-nous la question : qu'en est-il de notre action de partenariat ? Comment travaillons-nous avec les autres ? Je sais que certains se montraient circonspects, redoutant les conséquences d'une ouverture aux autres.

Nous avons raison d'être sur nos gardes. Mais l'action de l'OMS s'est trouvée considérablement renforcée par l'écoute, le travail en partenariat, l'expérience des autres.

En reconnaissant tout ce que peuvent nous apporter de nouvelles alliances, nous avons sensiblement affermi notre rôle directeur dans le monde.

Mais que personne ne s'y méprenne. L'OMS n'a rien perdu de sa vigueur. Elle sait être ferme quand il le faut. Et ce, grâce à ses solides bases scientifiques, à l'appui de ses Etats Membres et au professionnalisme et à l'indépendance de son personnel.

J'exprime ma reconnaissance à tous les représentants dans les pays et à leurs collaborateurs qui sont aux avant-postes.

Souvenons-nous aujourd'hui du Dr Carlo Urbani, qui était en poste dans notre bureau du Viet Nam. Le Dr Urbani a été victime du SRAS alors qu'il soignait des personnes touchées par cette maladie. Par son courage, il a contribué à l'identification de cette nouvelle maladie et à l'arrêt de sa

propagation internationale. Nous lui rendons un hommage particulier, ainsi qu'à tous les personnels de santé frappés par le SRAS.

Je voudrais aussi honorer la mémoire de M. Maryan Baquerot, notre Directeur exécutif pour l'Administration, décédé subitement la semaine dernière après une carrière de 35 années dans le système des Nations Unies. Par son exemple, lui aussi nous a montré ce qu'être au service de la communauté internationale signifie.

Je tiens à saluer le comportement admirable de notre personnel national en Iraq qui a continué d'assumer ses tâches pendant les hostilités.

J'ai été très fière du travail accompli par tout le personnel de l'OMS dans le monde pour vous et pour les populations que nous servons.

Monsieur le Président,

Cinq années se sont écoulées depuis qu'à cette même tribune j'ai prononcé le discours par lequel j'acceptais mes nouvelles fonctions.

Je me prépare à confier à mon successeur l'honneur de servir cette noble Organisation, ses objectifs, ses valeurs et ses principes. Je suis convaincue que l'OMS est désormais plus forte et mieux préparée à relever de nouveaux défis.

Je suis heureuse de constater que l'on comprend désormais beaucoup mieux qu'il y a cinq ans le rôle déterminant de la santé pour l'avenir de l'humanité.

Et c'est avec gratitude et humilité que je tiens à remercier toutes les personnes qui, à force de travail et de dévouement, m'ont aidée, dans le monde entier, à mener à bien notre mission commune.

Je vous remercie.

= = =